Responsables d'organisations de la sociÃ©tÃ© civile, autoritÃ©s coutumiÃ¨res et religieuses, femmes maires, etc., ont massivement rÃ©pondu Ã  l'atelier du caucus genre, le vendredi 4 mai 2012 Ã  Ouagadougou.

Les participantes et participants, sous la forme d'un panel, ont Ã©changÃ© sur le thÃ¨me : Â« La constitutionnalisation du genre : enjeux et perspectives Â». Le but essentiel ayant Ã©tÃ© de consolider les acquis de la loi sur le quota et d'envisager les meilleures perspectives de renforcer la participation de la femme Ã  la vie publique. Selon la prÃ©sidente du caucus genre, la dÃ©putÃ©e Saran SÃ©rÃ©/SÃ©rÃ©mÃ©, l'atelier inaugure un important chantier prÃ©liminaire.

En effet, selon elle, la rencontre devrait permettre de dÃ©broussailler le champ vierge et d'indiquer une matrice rÃ©aliste et rÃ©alisable d'actions prioritaires. Pour Saran SÃ©rÃ©/SÃ©rÃ©mÃ©, les participants devraient dÃ©finir une feuille de route d'un plaidoyer de type nouveau fondÃ© sur une lÃ©gitimitÃ© accrue et des modes d'argumentation rÃ©novÃ©s. De son avis, la constitutionnalisation du genre interdit dÃ©sormais l'approximation et les mesures dilatoires.

Â« Depuis les annÃ©es 1991, le Burkina Faso s'est engagÃ© Ã  la mise en oeuvre du systÃ¨me dÃ©mocratique dont le renforcement induit inÃ©luctablement la pleine et efficiente participation de toutes les composantes sociales Ã  la gestion publique de la citÃ© Â», a prÃ©cisÃ© la prÃ©sidente du caucus genre.

La dÃ©putÃ©e Saran SÃ©rÃ©/SÃ©rÃ©mÃ© a adressÃ© ses vifs encouragements aux femmes oeuvrant au sein des Organisations de la sociÃ©tÃ© civile (OSC), dans les institutions publiques centrales et locales, aux Ã©lues locales et nationales... afin que celles-ci continuent leurs actions au profit de l'affranchissement de la femme du poids de la marginalisation.

Â« Le pouvoir ne s'acquiert pas, elle se conquiert, avec tÃ©nacitÃ©, tÃ©mÃ©ritÃ©, pugnacitÃ©, abnÃ©gationÂ surtout pour nous les femmes, mÃ¨res de l'humanitÃ© Â», a-t-elle conclu son mot d'ouverture.

Les mÃªmes mots d'encouragements ont apparu dans le discours de la premiÃ¨re Dame, Chantal CompaorÃ©, reprÃ©sentÃ©e Ã  la cÃ©rÃ©monie d'ouverture par Sika KaborÃ©, Ã©pouse du prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale.

Aller au-delÃ  du discours

L'atelier Ã©tait sous le patronage du prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale, Roch Marc Christian KaborÃ©. Pour lui, inscrire le quota dans la Constitution, c'est donner de sÃ©rieuses garanties de promotion et de protection du genre au Burkina Faso.

C'est pourquoi, il a invitÃ© le caucus genre de l'AssemblÃ©e nationale Ã  saisir cette opportunitÃ© comme le prÃ©sent atelier pour s'approprier la question essentielle de l'amÃ©lioration de la reprÃ©sentation des femmes dans les sphÃ¨res de dÃ©cision, en l'occurrence dans les nominations et les postes Ã©lectifs.

A entendre Roch Marc Christian KaborÃ©, au-delÃ  du discours, la participation des femmes Ã  la rÃ©alitÃ© du pouvoir doit Ãªtre assurÃ©e par des mesures pratiques et concrÃ¨tes dÃ©coulant des normes constitutionnelles, lÃ©gislatives et rÃ©glementaires fixÃ©es par les textes.

Â« Cet encadrement normatif peut et doit Ãªtre soutenu par diverses incitations tendant Ã  encourager la promotion des candidatures fÃ©minines dans les Ã©lections tout comme dans les nominations Â», a-t-il indiquÃ©.

Et d'ajouter que l'existence de la loi sur le quota aux postes Ã©lectifs constitue, Ã  cet Ã©gard, un acquis et un atout pour aller Ã  la quÃªte d'une reprÃ©sentation et une participation plus Ã©quitables des hommes et des femmes dans la sphÃ¨re politique. C'est Ã  juste titre que M. KaborÃ© estime que l'atelier ne pouvait que susciter des espoirs.

Â« Espoir d'abord pour les femmes du Burkina Faso de disposer de garanties

constitutionnelles pour promouvoir le genre et amÃ©liorer leurs conditions de participation Ã  la vie nationale Â», a soulignÃ© le prÃ©sident du parlement burkinabÃ¨.

En 2005, l'AssemblÃ©e nationale a mis en place par arrÃªtÃ©, le caucus genre dont la mission consiste Ã  mener une rÃ©flexion sur les possibilitÃ©s d'instituer un quota en faveur des femmes dans les sphÃ¨res de dÃ©cision.

Par Alban Kini